

Sous la direction de

**Stéphane Beaud, Joseph Confavreux
et Jade Lindgaard**

La France invisible



La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

ISBN 10 : 2-7071-4947-0
ISBN 13 : 978-2-7071-4947-3

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel *À La Découverte*. Vous pouvez également retrouver l'ensemble de notre catalogue et nous contacter sur notre site **www.editionsладecouverte.fr**.

© Éditions La Découverte, Paris, 2006.

Introduction

Sans les tentes distribuées par Médecins du monde aux SDF parisiens, l'été 2006 n'aurait pas connu de polémique sur l'hébergement d'urgence. Un sans-domicile est-il plus visible et moins « acceptable » mis à l'abri qu'étendu sur un trottoir ? Pourquoi, jusqu'au procès en octobre 2005 des parents Cartier, jugés pour avoir voulu donner la mort à leurs enfants et effectivement tué l'un d'entre eux, le surendettement n'était-il que le problème de la Banque de France ? Avant que des stagiaires ne couvrent leur visage d'un masque blanc anonyme, qui s'inquiétait de la dépendance de son entreprise au travail gratuit des jeunes précaires ? Si le collectif de chercheurs et enseignants de Jussieu n'avait mené campagne contre la présence d'amiante dans le bâtiment universitaire, qui se serait soucié de l'intoxication des ouvriers qui l'ont construit ? Il a fallu cinq morts le 29 septembre 2005 aux abords des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla pour que les Européens se rendent compte que la Méditerranée était devenue un cimetière sans sépulture pour les migrants du Sud.

Le monde social semble ne poser question qu'à partir du moment où il est rendu visible sur un mode spectaculaire. Faut-il une scène, parfois tragique, pour que des phénomènes sociaux massifs soient repérés, identifiés et éventuellement pris en compte ? À coups de statistiques simplifiées et de déclarations sentencieuses, personnalités politiques, instituts de sondage,

publicitaires, éditorialistes, syndicalistes, polémistes, chercheurs et journalistes participent, volontairement ou non, par manque d'ambition, d'outils ou d'intérêt, à la construction d'une représentation biaisée de la société française. À force d'être « routinisée » par des catégories ou des concepts trop lourds ou trop datés, la société semble être devenue illisible.

Un sentiment de décalage profond prend alors corps entre le vécu des Français et ses représentations dans les discours politiques, médiatiques, statistiques lors de surgissements électoraux et sociaux : Jean-Marie Le Pen au second tour des présidentielles en 2002, le « non » au référendum du 29 mai 2005 sur le traité constitutionnel européen, les émeutes de banlieue de novembre 2005, l'inquiétude de l'avenir incarnée par la contestation du CPE au printemps 2006... Car à ces événements répond la poursuite tranquille d'un ordre institutionnel et d'un agenda politique et social inchangés. Cet écart est encore accentué par le contraste entre l'inflation des outils de connaissance du monde social (multiplication des supports médiatiques, des « centres d'étude », des « observatoires », et des enquêtes et recherches en sciences sociales) et la pauvreté des solutions proposées aux crises de la société française. La profusion d'informations aujourd'hui a des effets paradoxaux en termes de transparence : elle s'apparente davantage à un kaléidoscope borgne qu'à un cadre pertinent d'analyse.

Ce livre propose une autre voie que la déploration « décliniste », l'inquiétude sécuritaire, la rage verbale incantatoire ou le refoulement souriant. Il constitue un dispositif d'urgence, pour une situation d'urgence sociale, dans le but de proposer d'autres grilles de lecture à un pays qui donne l'impression de ne plus savoir ce qu'il est, tout en se croyant transparent à lui-même. Face au sentiment que le corps social se défait, il tente d'en comprendre les raisons.

À certains égards, *La France invisible* emprunte à la démarche du magazine *Fortune* qui, à l'été 1936, demanda au photographe Walker Evans et au journaliste et poète James Agee de parcourir les routes américaines pour rendre compte d'un pays négligé et méconnu, au sortir de la crise de 1929. Le livre issu de leur enquête, *Louons maintenant les grands hommes*¹ avait pour objectif de donner à voir au grand public la condition humaine des métayers frappés par la crise.

1 Walker EVANS et James AGEЕ, *Louons maintenant les grands hommes. Alabama : trois familles de métayers en 1936*, Pocket, Paris, 2003.

Pour le lecteur, *La France invisible* fera également écho à *La Misère du monde*² : il s'agit en effet, là aussi, de donner la parole à des personnes et des groupes peu écoutés en tant que tels, de faire entendre une parole encore largement inaudible treize ans après la parution de l'ouvrage dirigé par Pierre Bourdieu. Sans prétendre rééditer un ambitieux projet, dont le moteur intellectuel et le soutien financier – signe des temps – paraissent aujourd'hui bien absents, *La France invisible* part du constat que non seulement les souffrances de positions sociales décelées par *La Misère du monde* ne se sont pas éteintes, mais que les souffrances de condition ne cessent de s'accroître. Toutefois, s'il s'agit de faire en creux le tableau d'une majorité réduite au silence, *La France invisible* n'est pas la seule France de la misère. Les processus d'occultation concernent aujourd'hui toutes les catégories sociales ou presque, même s'ils touchent davantage les plus fragiles.

Alors que *La Misère du monde* était le fruit d'une enquête scientifique de grande ampleur, *La France invisible* tente ici une autre voie, celle de construire un dispositif d'investigation sociale et d'écriture inédit : une succession d'enquêtes menées par des journalistes, des chercheurs et des écrivains pour produire des articles accessibles, inspirés et encadrés par les dernières recherches en sciences sociales.

Cette forme de collaboration, peu courante dans l'édition, trouve son origine dans une double déception. Celle des chercheurs qui explorent depuis longtemps les nouvelles questions sociales sans réussir à modifier sensiblement les termes du débat public – à l'exception de ceux qui, organisés en *think tanks*, possèdent les moyens et le prestige pour imposer leurs analyses dans les grands médias et auprès du personnel politique. Celle des journalistes – ceux qui se font encore de leur métier une certaine conception, nourrie de curiosité et de rigueur – qui se lamentent sur la réduction des pages « société », trop souvent assignées à un folklore minoritaire ou à des petites narrations de faits divers.

Les chercheurs ont accepté de sortir de leur tour d'ivoire et de leur jargon méthodologique pour prendre en compte l'apport des enquêtes de journalistes ou d'écrivains ; et ces derniers ont accepté le recours aux sciences sociales, en demandant en amont aux spécialistes de pointer les angles morts de leurs terrains d'étude et les aveuglements de l'opinion publique en la matière. Écrivains, journalistes, chercheurs : au-delà de leurs divergences de méthodes et d'approches, ils croient finalement en la

2 Pierre BOURDIEU (dir.), *La Misère du monde*, Seuil, Paris, 1993.

force de la *description* et dans sa capacité à soulever les couvercles idéologiques.

Le croisement volontaire et construit des écritures et des approches devrait permettre d'appréhender autrement notre société, de lui donner plus de relief et de contrastes. C'est à travers les récits de trajectoires singulières que peuvent surgir parfois des indices des nouvelles coordonnées d'un monde social devenu illisible.

Les invisibles comme miroir collectif

L'ouvrage est constitué de deux parties. La première donne à voir comment vivent les groupes et personnes « invisibles », à travers une trentaine de catégories ordonnées par ordre alphabétique. Chaque enquête (ou presque) est suivie d'un entretien avec un spécialiste qui éclaire les enjeux, politiques et scientifiques, des récits et portraits³.

La seconde partie est constituée d'interventions plus analytiques sur les raisons de l'invisibilité, selon trois axes : la critique des modes de connaissance du monde social ; ses représentations biaisées ; les transformations de la question sociale.

Qui sont ces invisibles ?

On trouve d'abord les invisibles *variables d'ajustement* : des populations, plus ou moins paupérisées, qui ne semblent plus exister dans l'espace public que sous la forme de statistiques et de flux. Ces populations, dont les fluctuations sont régulièrement commentées sur un mode qui rappelle la météo (ça « monte », ça « baisse »...), sont devenues un élément habituel du décor social : « abîmés et contaminés », « sans-emploi », « expulsés », « gens du voyage », « habitants des taudis », « Rmistes », « sans-domicile », « expulsables », « surendettés ». Les pouvoirs publics organisent vers eux un système de transferts sociaux qui comporte de plus en plus de trous. Ils ne sont pas matériellement abandonnés, mais sont devenus les dégâts collatéraux acceptables d'un système économique qui en tire parfois parti. On est passé de la « question sociale » à la « gestion sociale ». De l'habitude à l'indifférence, on perd vite de vue la réalité de la vie derrière les étiquettes.

On trouve ensuite les *hommes et femmes sans qualité*, tous ceux dont les difficultés ne sont pas prises en compte car ils se situent en dehors de la

³ Dans les enquêtes, le nom des personnes, voire des lieux, a parfois été changé, afin de garantir le respect de l'anonymat.

cartographie institutionnelle des politiques publiques et de l'aide sociale. Ni sans-papiers, ni sans-logis, ni sans-travail, ni sans-famille, ils ne correspondent pas aux nouveaux visages de la grande précarité et ne sont pas constitués en tant que minorités. Leur situation n'est ni complètement subie ni totalement choisie. Ils sont « salariés déclassés », « dissimulés », « démotivés », « femmes à domicile », « gars du coin », « éloignés », « intermittents du travail », « privatisés », « précaires du public », « pressurés ».

Il faut également tenir compte des *victimes des nouvelles violences sociales*, produites par des politiques publiques spécifiques plus ou moins récentes, par des comportements d'administrations et par l'évolution de l'économie dans son contexte mondialisé. Vécues sur un mode individuel, elles sont pourtant communes à un grand nombre de personnes. Mais l'absence de conscience de cette dimension collective accroît pour l'individu ou le ménage concerné le poids de l'épreuve. C'est le cas des « sous contrôle », « disparus », « jeunes au travail », « oubliés de la santé », « rénovés », « travailleurs de l'ombre », « sous-traités ».

Il y a enfin les *invisibles masqués par les images toutes faites*, tous ceux qui sont, de manière paradoxale, d'autant moins connus et compris que l'on parle davantage d'eux. Ils font l'expérience, à un niveau local et individuel, de phénomènes globaux qui sont identifiés en tant que tels, mais dont l'articulation avec la vie concrète des personnes qui les endurent est caricaturée ou traitée sur un mode uniquement compassionnel. Le meilleur exemple en est la situation des « discriminés » : la lutte contre les discriminations est devenue un sujet prioritaire pour gouvernants et médias. La question a occupé un tel espace dans le débat public qu'on pourrait croire le problème désormais réglé. Pourtant, dans le concret des salles d'audience des palais de justice, il est toujours aussi difficile de faire reconnaître juridiquement les discriminations et condamner ceux qui en sont responsables. Dans cette famille de ceux dont le vécu est occulté ou déformé, on trouve aussi les « délocalisés », les « handicapés », les « banlieusards », les « stagiaires », les « prostituées » et les « drogués ».

Les invisibles ne sont donc pas les « nouveaux prolétaires » : ils n'ont souvent rien à voir les uns avec les autres et sont de ce fait difficiles à percevoir. Ils ne forment pas une classe sociale homogène ni même des catégories sociales étanches. Pourtant, tout au long de l'enquête, beaucoup des personnes rencontrées se sont reconnues dans la notion d'invisibilité, entendue non pas comme une catégorie sociologique, ni comme un statut qui ouvrirait des droits particuliers, mais comme une situation et

un ensemble de processus qui conduisent à un sentiment de non-reconnaissance et de mépris social.

Chaque sujet abordé dans ce livre pourrait faire – et devrait faire – l’objet d’un livre à part entière. Les portraits, enquêtes et analyses qu’on va lire ne dressent pas un tableau exhaustif de la France d’aujourd’hui. Ils en dessinent surtout les parts d’ombre, les trous noirs et les zones frontalières.

De fait, on peut cumuler les manières d’être invisible : être à la fois « sous contrôle », « banlieusard », « rénové » et « précaire du public », « intermittent du travail », « jeune au travail » et « éloigné ». De la même façon, on n’est pas « pressuré » à vie, ni « sous-traité » pour le restant de ses jours. Mais, à certains moments de leur existence, ces personnes font l’expérience d’un type de rapport au travail, à la santé, à la famille, au logement, aux loisirs, à l’éducation, qui peut avoir des effets destructeurs sur l’estime de soi et le regard des autres. Elles échappent d’autant plus à la représentation que la société se fait d’elle-même que les situations vécues sont ordinaires. Banalité qui rend *a priori* le récit de vie moins émouvant et donc moins recherché. C’est le pari inverse que nous avons voulu tenir avec *La France invisible*.

Dans *Homme invisible, pour qui chantes-tu ?*⁴, l’écrivain américain Ralph Ellison invente en 1952 un narrateur invisible aux autres et à lui-même : un jeune homme Noir dans le Sud ségrégationniste des États-Unis. « Je suis invisible, comprenez bien, simplement parce que les gens refusent de me voir. Comme les têtes sans corps que l’on voit parfois dans les exhibitions foraines, j’ai l’air d’avoir été entouré de miroirs en gros verre déformant. [...] Cette invisibilité dont je parle est due à une disposition particulière des yeux des gens que je rencontre. Elle tient à la construction de leurs yeux internes, ces yeux avec lesquels, par le truchement de leurs yeux physiques, ils regardent la réalité. » Son personnage devient une figure éveilleuse de conscience et un miroir collectif, héros emblématique du mouvement à venir des *civil rights*.

Autre époque, autre cadre. À la fin des années 1990, le mouvement des « invisibles » italiens se crée après que le maire de Milan, élu du parti de la Ligue du Nord, a traité les occupants d’un centre social évacué de « fantômes ». Reprenant l’insulte pour la retourner, ces « invisibles » aux yeux du pouvoir revêtent alors des tuniques blanches (*tute bianca*) pour signaler la présence de chômeurs, travailleurs précaires et immigrés dans

4 Ralph ELLISON, *Homme invisible, pour qui chantes-tu ?*, Grasset, Paris, 2002.

leurs rangs lors des occupations de théâtres, de ministères et de plateaux de télévision qu'ils organisent. Les combinaisons jetées, une fois utilisées, symbolisent les millions d'invisibles abandonnés par l'économie italienne.

Dans un cas, l'invisibilité comme absence à soi-même et négation de sa condition sociale de dominé. Dans l'autre, un geste revendicatif constitué par le sentiment de ne pas être pris en compte. C'est entre ces deux registres que se situe *La France invisible*.

Lors d'un entretien, en cours d'enquête pour ce livre, le membre d'un collectif d'aide aux exilés confie que, pour lui, « aujourd'hui, le combat démocratique, c'est largement un combat pour l'interrupteur : le politique éteint le projecteur et les militants essaient de le rallumer ». Pourtant, les personnes interrogées dans ce livre ne se sentent pas, pour la plupart d'entre elles, engagées dans des luttes politiques. Ce sont surtout d'autres sentiments qu'elles expriment :

- sensation de honte : « Si vous déposez un dossier à la Banque de France, vous changez de catégorie humaine, vous vous retrouvez en marge de la société, rejeté de la société de consommation. Vous êtes mort », explique un surendetté qui refuse de solliciter l'aide de l'État pour s'en sortir ;

- sentiment d'échec personnel, peur de déranger, découragement, méconnaissance de ses droits, difficulté à entretenir des contacts avec les services sociaux : « Je préfère me retrouver cul nul dans la rue plutôt que demander secours. C'est sans doute le côté "petit orphelin" de l'assistance publique », commente un allocataire potentiel du RMI qui refuse d'en faire la demande ;

- isolement, intime conviction que l'injustice est inévitable : « Dès mon arrivée, j'ai bien vu que tous les Blancs étaient aux postes à responsabilité, et tous les Blacks et les Beurs à la chaîne de montage, mais pour moi c'était normal », se souvient un tourneur entré à l'usine au début des années 1980 ;

- matraquage de l'habitude : « Je me fais contrôler depuis que j'ai douze, treize ans. C'est une éducation qu'ils nous ont donnée », analyse un jeune médiateur de banlieue ;

- impossibilité de faire valoir ses droits quand l'administration qui en ouvre l'accès est inaccessible : « Quand j'ai voulu déposer une demande de HLM, la mairie m'a répondu : "Vous, les gens du foyer, vous n'êtes pas prioritaires pour les appartements", je n'y suis jamais retourné », raconte le résident d'un foyer de travailleurs.

Le conseiller d'un responsable politique explique dans ce livre [voir p. 478] que « ce qui a donné des informations ces dernières années, ce

sont d'abord les mouvements politiques et sociaux ». Pourtant, on n'a encore jamais vu de manifestations de déclassés protestant contre leur déclassement, ni de victimes des inégalités de santé défiler dans la rue pour un meilleur accès au service public hospitalier. Et bien imprudent celui qui croirait pouvoir déceler un vote homogène des « femmes à domicile », des « vieux pauvres » ou des « handicapés ».

À l'inverse, la réticence des acteurs politiques à considérer les émeutes de l'automne 2005 comme une forme inaboutie de mouvement social a par ailleurs démontré le degré de sélection qu'ils opèrent dans les événements qu'ils choisissent ou non d'entendre. Interrogé sur France Info, l'ancien Premier ministre socialiste Lionel Jospin, à la question : « Que pensez-vous de l'idée d'organiser un Grenelle des quartiers populaires ? » s'est ainsi fendu d'une réponse sans appel : « On ne va pas recevoir les délégués de ceux qui mettent le feu aux voitures ! » De son côté, le député UMP Pierre Lellouche croyait entendre le prétendu cri de détresse des classes moyennes chez les « victimes » de l'impôt sur la fortune : « J'ai déposé ce matin même une proposition de loi visant à exonérer l'habitation familiale de l'impôt sur la fortune. Cette initiative a pour but de mettre fin à une taxation inique et dans certains cas confiscatoire qui frappe les familles et les classes moyennes de notre pays. » En France, 250 000 personnes seulement sont soumises à l'impôt sur la fortune...

Jusqu'où rendre visible ?

Dans les sociétés totalitaires, la clandestinité a toujours été le dernier refuge. Dans une société avide de contrôle et de normes, le souci d'être invisible – exprimé à travers un droit au secret, la revendication d'une part d'ombre ou le simple respect de la vie privée – reste le vecteur nécessaire de l'autonomie, des résistances et de l'affirmation de soi. La visibilisation peut être, aussi, une vulnérabilisation. Ainsi les sans-papiers veulent être visibles collectivement, mais invisibles individuellement. Pour reprendre les termes du philosophe foucauldien Mathieu Potte-Bonneville interrogé dans la première partie de l'ouvrage, il existe aujourd'hui une « inversion de l'axe de visibilité du pouvoir ». Nous n'avons plus affaire à un pouvoir qui se donne à voir et à des individus anonymes, mais à un pouvoir qui se retire dans l'opacité – pas besoin que quelqu'un se trouve derrière la caméra de vidéosurveillance pour qu'elle ait un effet de contrôle – et qui cherche à mettre en lumière l'individu, et obtenir de lui un maximum de données.

Alors pourquoi chercher à rendre visible ? D'abord pour obtenir de la reconnaissance. On a mis beaucoup de temps à prendre en compte l'existence des « travailleurs pauvres », parce que les outils d'analyse et le manque d'intérêt pour cette réalité sociale ne permettaient pas d'envisager ce phénomène qui semblait une contradiction dans les termes. En matière d'éducation, même si l'on préférerait croire collectivement que chacun a les mêmes chances d'accéder aux études supérieures, il faut bien admettre qu'il existe une multitude de barrages camouflés et socialement différenciés. De même, les minorités dites « visibles » ne le sont guère, précisément parce que le refus des statistiques et des politiques publiques de les dénombrer contribue à leur manque de représentation politique et professionnelle.

Mais ce qui pèse le plus, c'est surtout de ne pas être pris en compte. L'existence d'invisibles dans une société qui dispose d'innombrables outils pour se connaître invite à repenser la question des usages sociaux des dispositifs d'action publique et des institutions. Les politiques publiques, les discours médiatiques, les courbes statistiques produisent des effets, symboliques ou matériels, sur la vie des personnes concernées. Des effets souvent involontaires : la rénovation urbaine n'a pas été pensée pour permettre aux maires de se débarrasser de leurs pauvres, l'État français n'éloigne pas les étrangers en situation irrégulière pour briser leurs familles, les entreprises n'ôtent pas des responsabilités à certains de leurs employés pour les faire tomber en dépression, la génération du baby-boom n'a pas souhaité que ses enfants galèrent plus qu'elle... Prendre la mesure de ces effets passe inévitablement par la capacité à repenser les processus de décision, en incluant d'une manière ou d'une autre la parole des populations concernées : « gens du voyage » sur leurs conditions d'installation ; « intermittents du travail » dans la réflexion sur l'éventualité de la création d'un revenu minimum d'existence ; « délocalisés », « démotivés », « disparus », « sans-emploi », « femmes à domicile », « précaires du public », « pressurés » dans l'élaboration des politiques d'emploi ; « habitants des taudis », « handicapés », « relégués », « rénovés » dans les politiques de logement et de transport...

Cela invite à repenser la place du citoyen non plus comme simple objet de politiques, de stratégies et de discours, mais aussi comme usager critique et responsable des institutions, des médias, des statistiques, des syndicats... L'exigence de visibilisation, comprise à la fois comme un mode de connaissance *et* de reconnaissance, comme un savoir *et* un pouvoir, suppose donc une forme de participation mutuelle, qui n'est ni la simple concertation destinée à valider de manière « citoyenne » des

décisions prises en amont, ni le seul intérêt pour ce qui nous concerne de manière directe.

Qu'est-ce qu'une société où même les privilégiés (professions libérales, cadres, enseignants, etc.) s'estiment victimes d'injustices⁵ ? Penser le monde social en termes de reconnaissance ne doit pas prêter le flanc à cette forme de banalisation politique de plus en plus courante que constitue une pensée psychologisante du corps social, où l'on se contente d'écouter les souffrances, de médicaliser les comportements.

Ce livre part donc du vécu des individus auxquels il donne la parole. Il ne constitue pas la simple chambre d'écho d'une parole dominée, mais une proposition de retournement des dissymétries, déformations et occultations qui parcourent l'univers social. Afin de reformuler à terme des sentiments (d'exclusion, de mépris, de discrimination, etc.) en discours et actions politiques.

Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard.

5 François DUBET, *Injustices, l'expérience des inégalités au travail*, Seuil, Paris, 2006.